"L'Alliance des patronats francophones a pour but d'augmenter les échanges économiques"

Publié le 4 avril 2022

Invité de l'Economie sur France 24, Geoffroy Roux de Bézieux est revenu sur la création de l'Alliance des patronats francophones à Tunis et sur les conséquences de la crise ukrainienne pour les entreprises françaises.

Sur l'Alliance des patronats francophones

"*Historiquement la francophonie a surtout été une affaire de diplomatie, une affaire de culture, une affaire de langue, une affaire d'éducation, mais jamais vraiment une affaire économique. On s'est rendu compte que les organisations patronales de tous les pays francophones, se connaissaient, mais n'avaient pas de moyens d'agir ensemble, donc cette création de cette alliance des patronats francophones a pour but d'augmenter les échanges économiques, de faire circuler des flux d'affaires entre les entreprises, de trouver des synergies, en rappelant que la francophonie économique c'est 14 % du PIB mondial, c'est la troisième langue des affaires dans le monde, donc il y a un immense gisement, un immense potentiel*", a déclaré Geoffroy Roux de Bézieux.

Il a ensuite détaillé les objectifs de cette alliance, dont il est le président pour les deux ans à venir : "*On va essayer de sortir cette alliance de terre. On a démarré à Tunis avec 27 pays, parce qu'on a souhaité au départ se concentrer sur le noyau dur de la francophonie. On a lancé sept groupes de travail, le but c'est vraiment d'avoir des résultats concrets, opérationnels et notamment de faire travailler des entreprises ensemble. parmi ces groupes il y a la transition écologique, le numérique dans l'univers francophone ...et il y en a un qui a suscité beaucoup de demandes, notamment des pays africains francophones, qui est la formation*".
Concernant les infrastructures, "*nous allons identifier les 20 plus grands projets d'infrastructures qui ont été lancés, ou qui sont en appel d'offres dans l'univers francophone, et ensuite, nous allons bien faire circuler l'information dans le réseau d'entreprises francophones. il est évident qu'en parlant la même langue, en ayant le même type de jurisprudence et de droit, on dispose d'un avantage compétitif pour répondre à ces appels d'offres*".

Geoffroy Roux de Bézieux a ensuite évoqué la circulation des chefs d'entreprise entre les différents pays francophones. "*C'est une très forte demande, notamment des pays du sud, des pays d'Afrique, ou de l'océan Indien, pour avoir une facilité, dans des pays francophones, pour venir pour des voyages d'affaires, pour venir travailler plus rapidement et obtenir des visas plus rapidement, donc c'est une demande qu'on va essayer d'instruire, on va aussi regarder ce que font nos amis, du Commonwealth, ou de l'univers hispanophone, pour s'en inspirer.*"

Sur les conséquences de la guerre en Ukraine

Interrogé sur les conséquences économiques de la guerre en Ukraine Geoffroy Roux de Bézieux a reconnu "*des impacts quotidiens dans nos entreprises, et donc dans la vie des citoyens, l'inflation, mais aussi des ruptures d'approvisionnement, certaines pièces, certains métaux rares qui manquent. La vraie question c'est combien de temps cela va durer, on espère tous que les protagonistes trouvent une solution et notamment que la Russie accepte de négocier avec l'Ukraine pour un cessez-le-feu, si on arrive dans les jours, les semaines qui viennent, à un cessez-le-feu, je pense qu'on retrouvera une croissance normale, en tout cas celle qui était prévue avant la crise, si cela dure les choses seront différentes*". Quant aux entreprises françaises présentes en Russie, "*notre position est celle du gouvernement français*, a déclaré Geoffroy Roux de Bézieux, *il faut appliquer la loi et les sanctions, donc pour les entreprises qui ne peuvent plus exporter ou livrer, évidemment elles arrêtent, il n'y a pas*

de discussion là-dessus. Après chaque entreprise est dans une situation différente, et comme vous le savez le gouvernement russe a déjà prévenu que les entreprises qui décideraient par exemple de fermer les magasins seraient immédiatement nationalisées, et donc le vrai débat il faut le poser comme ça, rester peut donner la fausse impression qu'on soutient la guerre russe, mais en réalité partir, ou du mois abandonner ses salariés et ses magasins, c'est donner les clés de ces entreprises au gouvernement russe, aux amis de monsieur Poutine, et donc les enrichir encore un peu plus, et donc contribuer à l'effort de guerre, donc je ne suis pas sûr que ce soit la bonne solution (...) La vraie décision, qui est très difficile à prendre, c'est de se priver du gaz russe, c'est cela qui mettrait l'économie russe à genoux, se priver du gaz russe c'est une décision qui est moralement courageuse, et peut-être nécessaire, mais évidemment extrêmement difficile à pratiquer dans le court terme, parce que nous dépendons collectivement en Europe du gaz russe".

>> Revoir le direct sur le site de France 24